

Analyse : Pourquoi la Malaisie souffre encore d'instabilité politique - Elections locales au Sabah

mardi 6 octobre 2020, par [GERMAIN Victor](#) (Date de rédaction antérieure : 3 octobre 2020).

La Malaisie semble être le décor d'un mauvais remake de House of Cards. Alors que la crise politique semble vouloir à se clore, Anwar Ibrahim, l'opposant de toujours, a réuni la presse le 23 septembre pour annoncer qu'il disposait d'une large majorité pour tenir les rênes du pays. Mais depuis cette déclaration fracassante, plus rien. Au contraire, le gouvernement de Muhyiddin Yassin sort conforté des élections locales du 26 septembre au Sabah.

Sommaire

- [Le choix du Roi](#)
- [La crise du Covid-19 renforce](#)
- [Déclaration choc mais sans \(...\)](#)
- [Un coup de bluff ?](#)

Pour mieux comprendre cette annonce d'Anwar, il faut revenir six mois en arrière. Le 24 février, contre toute attente, Mahathir, chef du gouvernement depuis mai 2018 démissionne. Si les tensions au sein du Pakatan Harapan (PH), la coalition au pouvoir, étaient connues, rien ne laissait présager une telle décision.

Fondé en 2015, le PH est une coalition hétéroclite de partis d'opposition historiques comme le Democratic Action Party (DAP) à majorité chinoise ou le Parti de la Justice Populaire (PKR) d'Anwar Ibrahim et de soutiens de Mahathir réunis dans le Parti Pribumi Bersatu Malaysia (PPBM). Or, jusqu'à cette date, ce dernier était membre de l'United Malay National Organisation, le parti majoritaire dans le pays depuis 1957, et n'avait eu de cesse de s'attaquer tant au DAP qu'au PKR lorsqu'il était chef du gouvernement de 1981 à 2003. Toutefois, les ennemis d'hier ont enterré la hache de guerre afin de faire tomber Najib Razak, le Premier ministre accusé d'avoir détourné des centaines de millions de dollars du fond d'investissement public 1MdB. Le programme du PH était simple : mettre fin à la corruption en Malaisie, garantir l'État de droit et tendre vers une société malaisienne moins ethniquement divisée. Pour porter ce projet, Mahathir a été choisi comme candidat du Pakatan au poste de Premier ministre, non sans faire grincer quelques dents puisqu'il a contribué à mettre en place le système qu'il dénonce. Mais il ne devait s'agir que d'une transition. Alors âgé de 92 ans, Mahathir devait céder sa place à Anwar, son ancien dauphin qu'il avait fait jeté en prison à la fin des années 1990.

Le 4 mai 2018, le Pakatan Harapan triomphe et entraîne la première alternance politique du pays depuis son indépendance. Mais très vite, des tensions quant à la succession de Mahathir apparaissent. Le programme du PH ne prévoyait aucun calendrier, la transition devant avoir lieu lorsque la situation aurait été normalisée. Les soutiens d'Anwar pressent le nonagénaire de quitter au plus vite le pouvoir, l'accusant de revenir aux travers autoritaires de son premier mandat. Dans le

même temps, une idée fait son chemin dans les rangs du Pakatan et même de l'opposition : permettre au nonagénaire de faire un mandat complet. En effet, bien qu'opposés au gouvernement, l'UMNO et le parti islamo-conservateur PAS proposent de soutenir Mahathir pour faire barrage à Anwar. Ce discours est repris par une frange des cadres de son parti menée par Azmin Ali, alors ministre de l'Économie.

Le choix du Roi

Pressé de toute part, Mahathir finit par déclarer fin 2019 qu'il ne cédera pas sa place avant le sommet de l'APEC prévu en novembre 2020 sans pour autant s'engager sur un calendrier de transition. Cette perspective de l'arrivée au pouvoir d'Anwar déclenche la crise politique de février 2020. Des cadres du PPBM et la faction d'Azmin Ali multiplient les contacts avec l'UMNO et le PAS en vue de former une nouvelle majorité. C'est dans ce contexte que Mahathir démissionne. Dans un premier temps, le nonagénaire est pointé du doigt comme l'instigateur d'un putsch parlementaire, idée renforcée par l'annonce dans la foulée d'un retrait du PPBM du Pakatan.

Dans un marasme de déclarations contradictoires, les tenants de la crise s'éclaircissent. Le PPBM et Azmin Ali ont fait défection pour former une nouvelle coalition avec l'UMNO et le PAS : le Perikatan Nasional (PN), qui détiendrait une majorité parlementaire. Mahathir aurait lui démissionné pour mettre en échec ce plan. Après avoir remis sa lettre de démission au roi, le nonagénaire a été nommé Premier ministre par intérim afin d'expédier les affaires courantes, le temps de déterminer qui du PH ou du PN était réellement majoritaire. Profitant de cette position, Mahathir a alors proposé de former un gouvernement technocratique transpartisan pour limiter les effets du putsch parlementaire sans rencontrer aucun soutien. Dans une valse de rencontres, de consultations et d'audiences royales, le souverain de Malaisie tranche en faveur du PN, la nouvelle coalition. Après avoir reçu tous les parlementaires, et malgré les protestations du Pakatan, il nomme à la tête du gouvernement Muhyiddin Yassin, ancien numéro 2 du gouvernement Mahathir et président de son parti.

La crise du Covid-19 renforce Muhyiddin

L'intronisation de Muhyiddin ne met pas fin aux tensions. D'abord, des renversements d'alliances au niveau local font passer plusieurs États fédérés dans le giron du PN. Dans le même temps, le PH, la coalition victorieuse aux élections, persiste à se déclarer majoritaire. L'allégation est renforcée par un article du Sarawak Report qui affirme que les pro-Muhyiddin ont menti au roi quant à la réalité de leur majorité. Mahathir ne cesse de demander une session exceptionnelle du Dewan Rakyat, la chambre basse du parlement malaisien, pour procéder à un vote de confiance, ce qui lui est refusé.

En parallèle, la crise se transmet aux appareils partisans. Pour avoir refusé de suivre Muhyiddin, Mahathir et plusieurs autres cadres, dont des députés, sont purgés du PPBM. Malgré de nombreuses protestations, cette exclusion est confirmée par la justice. Dans le même temps, le Pakatan Harapan se déchire sur le nom de son candidat au poste de Premier ministre. Dans un marasme de déclarations contradictoires, Mahathir et Anwar sont tour à tour nommés, faisant ainsi à nouveau éclater leur rivalité au grand jour. Le nonagénaire finit par se retirer de la course mais propose le dirigeant de l'État du Sabah, Shafie Abdal, comme candidat. Ne prenant pas position, le PH explique dans un communiqué de presse que ce sera la personnalité la plus à même de réunir une majorité derrière son nom qui sera son candidat.

En juillet, l'opposition perd tout espoir de reprendre le pouvoir. Un vote sur la nomination d'un

nouveau président du Dewan Rakyat donne une majorité de deux voix au gouvernement. La parenthèse de la crise politique semble alors se refermer. Même sans la légitimité des urnes, Muhyiddin renforce sa stature de chef du gouvernement. Malgré les efforts du Pakatan, le Perikatan Nasional remporte toutes les législatives partielles. De même, la condamnation de Najib Razak à douze ans de prison dans le premier volet du procès 1MdB réaffirme l'indépendance de la justice. Enfin, la gestion malaisienne de la pandémie de Covid-19 a été saluée à plusieurs reprises par l'OMS. Tout cela se traduit par un soutien de plus en plus large au gouvernement de Muhyiddin. Dans une étude réalisée durant l'été, le Merdeka Centre donne 69 % d'opinions favorables au Premier ministre alors que 58 % des Malaisiens sont satisfaits de l'action du gouvernement. A *contrario*, seulement 25 % d'entre eux ont une bonne image du Pakatan Harapan, contre 51 % pour le Perikatan.

Ce sentiment de calme politique est renforcé par la reprise des querelles intrapartisanes. L'opposition se morcelle davantage avec la création de deux nouveaux partis par les purgés du PPBM. Mahathir et quatre députés forment le Pejuang, ou Parti des guerriers de la patrie. Syed Saddiq, l'ancien ministre de la jeunesse du Pakatan, déclare s'inspirer d'Emmanuel Macron et crée un parti inter-ethnique ayant pour but de fédérer la jeunesse malaisienne. Les deux mouvements affirment soutenir le PH sans pour autant y participer. Ce dernier ne présente d'ailleurs pas de candidat face à celui de Pajuang dans une législative partielle. Dans le même temps, le Perikatan Nasional au pouvoir connaît des tensions, notamment entre l'UMNO et le PPBM, certains militants du second accusant le premier de se servir du PN pour reprendre le pouvoir avant de se présenter aux prochaines élections générales sous sa bannière historique. Cette animosité latente s'est traduite par un cafouillage lors des élections locales au Sabah puisque dans certaines circonscriptions, un candidat de l'UMNO et du PPBM se sont affrontés.

Déclaration choc mais sans effet immédiat

Alors que les état-majors de tous les partis et coalitions politiques réfléchissent à leur stratégie en cas d'élections anticipées, Anwar Ibrahim fait le 23 septembre une déclaration fracassante. Il disposerait d'une « majorité forte et convaincante », proche des deux tiers, grâce à la défection de députés de l'UMNO. Il annonce avoir demandé une audience au roi afin de lui prouver ses dires, espérant ainsi être vite nommé Premier ministre. L'opposition appelle immédiatement à la démission de Muhyiddin. Le parti conservateur PAS, pourtant membre de la coalition gouvernementale, demande des élections anticipées si les défections de l'UMNO sont avérées. De son côté, l'UMNO s'interroge sur la réalité de ces affirmations. Le clan des pro-Muhyiddin sert les rangs, le ministre du Commerce Azmin Ali insulte Anwar sur Twitter en le qualifiant de « menteur incorrigible et de psychopathe politique ». De son côté, le chef du gouvernement en campagne électorale dans le Sabah se contente de déclarer qu'il est toujours le Premier ministre.

Pourtant, le choc et l'emballement politiques qui suivent l'annonce d'Anwar laissent vite la place à l'expectative. A l'image de Mahathir qui adopte la stratégie du *wait and see*, nombreux sont les observateurs qui finissent par douter de la réalité de la majorité d'Anwar. D'abord parce qu'il ne transmet pas la liste des députés qui le soutiennent. Or, au plus fort de la crise de février dernier, Mahathir et le Pakatan Harapan n'avaient pas hésité à transmettre aux médias les noms de leur majorité face à celle de Muhyiddin. Pressé par le gouvernement de révéler ses soutiens, Anwar bote en touche expliquant que la liste ne sortira qu'après son audience auprès du roi. De plus, l'opposition a beau jeu d'expliquer qu'Anwar réédite ses déclarations de 2008 et 2013 : il avait alors annoncé détenir la majorité, ce qui n'était pas le cas.

Un coup de bluff ?

Comment expliquer une telle déclaration si dans le même temps Anwar ne donne pas des gages sur sa majorité ? C'est parce que son plan a été grippé par l'état de santé du roi. Depuis le 21 septembre, Abdullah Shah est hospitalisé pour traiter une intoxication alimentaire et divers blessures dues à ses activités sportives. Or, une audience avec Anwar était prévue pour le lendemain. Cependant, l'hospitalisation du roi s'éternise. Même si les communiqués du palais se veulent rassurants et annoncent un prompt rétablissement, ils ne font aucune mention d'une rencontre avec Anwar. Puisque durant sa conférence de presse il a affirmé remettre la décision au roi de faire tomber le gouvernement Muhyiddin en dissolvant le Dewan Rakyat, Anwar ne peut donc qu'attendre une hypothétique audience.

Pendant ce temps, le jeu politique malaisien continue. Ainsi, aucun « effet Anwar » ne s'est fait ressentir lors des élections locales au Sabah. La coalition soutenant Muhyiddin l'a emporté, renversant l'administration du Pakatan et de ses alliés locaux. Ce revers renforce la position du Premier ministre et amoindrit le crédit d'un large soutien à Anwar. Ce dernier, contraint à l'attente, se retrouve sous le feu croisé des pro-Muhyiddin et des soutiens de Mahathir. L'ancien chef du gouvernement a annoncé que son parti ne participerait pas à un gouvernement mené par son meilleur ennemi. De même, le soutien des autres membres du Pakatan Harapan se fait de plus en plus ténu, préférant se concentrer sur les élections à venir que sur un nouveau putsch parlementaire.

Cependant, l'initiative d'Anwar a eu le mérite de mettre en lumière les tensions au sein de la coalition gouvernementale. L'UMNO s'est retrouvée critiquée par ses alliés qui doutent de la réalité du soutien au Perikatan Nasional. Le PAS a demandé des explications publiques lorsque le président de l'UMNO, à la suite de la conférence de presse d'Anwar, a avancé que certains de ses députés pouvaient le soutenir. Il n'en demeure pas moins que ce nouvel épisode pourrait faire replonger la Malaisie dans l'instabilité alors même que seules des élections anticipées pourraient redonner une majorité et une légitimité démocratique au gouvernement.

Victor Germain

P.-S.

• Asialyst. 3 octobre 2020 :

<https://asialyst.com/fr/2020/10/03/pourquoi-malaisie-souffre-encore-instabilite-politique/>

• Spécialiste de la Malaisie, Victor Germain est chargé d'études à l'Institut de recherche stratégique de l'École Militaire (IRSEM). Diplômé de Sciences Po Paris en science politique et relations internationales, il a également étudié à l'Universiti of Malaya à Kuala Lumpur. Il est l'auteur d'un mémoire universitaire à l'IEP de Paris sur le populisme dans la politique étrangère de la Malaisie.

• Soutenez-nous !

Asialyst est conçu par une équipe composée à 100 % de bénévoles et grâce à un réseau de contributeurs en Asie ou ailleurs, journalistes, experts, universitaires, consultants ou anciens diplomates... Notre seul but : partager la connaissance de l'Asie au plus large public.

Faire un don :

<https://www.helloasso.com/associations/les-amis-d-asialyst/formulaires/1/widget>